



HAL
open science

L'appartenance à un complot : une accusation à géométrie variable. L'exemple des usages politiques de la conspiration de Pichegru sous le Directoire.

Sébastien Pivoteau

► **To cite this version:**

Sébastien Pivoteau. L'appartenance à un complot : une accusation à géométrie variable. L'exemple des usages politiques de la conspiration de Pichegru sous le Directoire.. Journée d'étude sur "Les appartenances de l'Antiquité à nos jours"., Apr 2008, Limoges, France. p. 65-75. hal-00965138

HAL Id: hal-00965138

<https://uca.hal.science/hal-00965138>

Submitted on 25 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'appartenance à un complot : une accusation à géométrie variable. L'exemple des usages politiques de la conspiration de Pichegru sous le Directoire¹.

L'appartenance à un groupe implique souvent un acte délibéré d'adhésion, manifesté et prolongé par un ensemble de pratiques distinctives. Mais elle peut aussi se muer en fardeau bien involontairement subi, dès lors qu'elle se trouve érigée par une instance extérieure en attitude condamnable. L'appartenance, avérée ou supposée, à un groupe de comploteurs, semble un bon indicateur de cette ambivalence.

Le complot, considéré dans sa réalité subversive ou dans ses représentations fantasmées, n'est pas, bien sûr, une invention de la Révolution française : que l'on songe par exemple au « complot de famine » dont Steven L. Kaplan a traqué les multiples traces dans la mentalité collective de l'Ancien Régime². Mais la décennie révolutionnaire est particulièrement fournie en complots en tous genres. Nous nous intéresserons ici à l'un d'entre eux, dont les prémices se situent à l'été 1795 avec les relations nouées sur les frontières de l'est entre Pichegru, général en chef de l'armée française de Rhin-et-Moselle, et le prince de Condé, commandant d'une petite armée d'émigrés placée sous les ordres des Autrichiens et à la solde des Anglais. C'est moins la matérialité des faits séditieux qui retiendra notre attention, que les usages politiques auxquels le complot de Pichegru a donné des gages sous le Directoire, lors du coup d'État du 18 fructidor an V (4 septembre 1797), puis au cours de la discrète répression judiciaire qui se poursuit jusqu'au lendemain du 18 Brumaire. Entre 1795 et 1800, le complot de Pichegru présente en effet un visage à géométrie variable, dont rend compte la distinction terminologique introduite par Frédéric Monier dans son étude sur « l'objet conspiratoire » sous la III^{ème} République³ : s'affranchissant de la réalité des actes subversifs constitutifs de la « conspiration » tramée sur le Rhin, le « complot » visé par les poursuites judiciaires, et surtout la vaste « conjuration » royaliste dénoncée en fructidor an V à coups de discours propres à exciter les peurs, n'impliquent pas les mêmes

¹ La présente contribution reprend les grandes lignes d'un mémoire de maîtrise soutenu en 2005 à l'Université Paris 1 (accessible intégralement sur le site : <http://halley.ens.fr>). Nous avons bénéficié alors des conseils avisés de Jean-Clément Martin et d'Antoine Lilti : qu'ils en soient ici vivement remerciés. Notre reconnaissance va aussi à Philippe Bourdin, qui nous a suggéré de présenter ce travail lors des journées de Limoges d'avril 2008.

² Steven L. Kaplan, *Le Complot de famine. Histoire d'une rumeur au XVIII^e siècle*, Paris, A. Colin et E.H.E.S.S., 1982.

³ Frédéric Monier, *Le Complot dans la République. Stratégies du secret de Boulanger à la Cagoule*, Paris, La Découverte, 1998 ; voir en particulier les pages 12 et 20.

acteurs. Objet tricéphale, le complot de Pichegru invite ainsi à se demander en quoi le jeu des appartenances peut être mis au service d'enjeux éminemment politiques.

Avant d'examiner les différents procédés d'instrumentalisation politique de la conspiration militaire, il importe de préciser ce qui les fonde, en évoquant brièvement le parcours de Pichegru jusqu'au coup d'État de l'an V et les diverses « preuves » de sa trahison.

*

*

*

La charge émotionnelle de la rhétorique justificative du 18 Fructidor procède en effet, dans une large mesure, de la double « bipolarité » de la trajectoire de Pichegru sous la Révolution : il se fait d'abord connaître dans l'opinion comme militaire et jacobin, avant d'apparaître comme l'un des principaux dirigeants politiques du camp royaliste⁴.

Fils de paysans jurassiens, Pichegru n'a pas vingt ans quand il embrasse la carrière des armes : il s'engage comme soldat dans l'artillerie en 1780 et fait campagne, semble-t-il, en Amérique. Sergent-major en 1789, il adhère avec ferveur à la Révolution et milite avec ardeur au club des Jacobins de Besançon, dont il devient le président. Ses activités et opinions politiques favorisent grandement son avancement militaire, qui suit dès lors un rythme fulgurant. Lors du passage dans la capitale franc-comtoise en octobre 1792 du 3^e bataillon des volontaires du Gard, il s'en fait élire lieutenant-colonel et part à sa tête vers le Rhin. Devenu dans les mois suivants capitaine d'artillerie, puis général de brigade et bientôt de division, il accède au commandement en chef de toute l'armée du Rhin en octobre 1793. Après s'être illustré dans la libération de l'Alsace, il est placé à la tête de l'armée du Nord au début de 1794, grâce au soutien de Saint-Just. Une fois opérée sa jonction avec Jourdan, commandant de l'armée de Sambre-et-Meuse, il entreprend la conquête de la Hollande, parachevée par la capture, en janvier 1795, de la flotte hollandaise bloquée par les glaces face à l'île de Texel. Cet épisode frappe beaucoup l'opinion publique et confère un immense prestige à Pichegru, bien plus populaire à cette époque qu'un Bonaparte qui n'a pas encore franchi les Alpes. C'est d'ailleurs vers le conquérant de la Hollande que se tournent les Conventionnels « thermidoriens » quand il s'agit de réprimer l'insurrection parisienne de germinal an III (avril 1795). Il rejoint ensuite la frontière de l'est, de loin la plus exposée, où il prend le

⁴ Le meilleur récit de la vie de Pichegru reste celui fourni par Georges Caudrillier dans sa thèse de doctorat consacrée à *La Trahison de Pichegru et les intrigues royalistes dans l'est avant fructidor* (Paris, Félix Alcan, 1908 ; sur les faits antérieurs au complot, voir les pages L-LXI). La biographie plus récente de Bernard Saugier (*Pichegru. De la Gloire de la Hollande à la Prison du Temple*, Strasbourg, Éditions Coprur, 1995) pâtit d'une orientation résolument romanesque et hagiographique.

commandement de l'armée nouvellement créée de Rhin-et-Moselle. C'est alors qu'il concède une série d'entretiens à des émissaires de Condé (notamment Fauche-Borel), sans que les conséquences militaires de ces intrigues soient clairement établies : Georges Caudrillier a relevé d'« étranges concordances » entre les mouvements – ou, le plus souvent, l'inaction – de son armée et les plans échafaudés avec les agents royalistes⁵, mais la plupart des historiens⁶ hésitent à ratifier ce jugement, soulignant que l'indécision habituelle du personnage a pu limiter sa forfaiture au stade des intentions coupables. Quoi qu'il en soit, se sachant sous la surveillance du Directoire, Pichegru offre sa démission, qui est acceptée contre son attente en mars 1796.

Après avoir occupé les plus hauts postes militaires de la République, Pichegru ne tarde pas à en occuper les fonctions politiques les plus élevées, sans dissimuler désormais ses sympathies pour la cause monarchique. Élu par le Jura au Conseil des Cinq-Cents au printemps 1797, il se fait porter aussitôt à la présidence de cette assemblée par la majorité royaliste. Quelques mois plus tard, le coup d'État du 18 fructidor préparé par le Directeur Barras met un terme au climat de réaction politique et sociale qui s'est alourdi depuis les législatives d'avril : les élections sont cassées dans 49 départements, 65 opposants (dont Pichegru) sont condamnés à la déportation, tandis que certaines mesures répressives contre les émigrés et les prêtres sont rétablies. Il semble pourtant que l'opposition de Pichegru à la République directoriale ait fléchi sensiblement dans les semaines qui précèdent le coup d'État. Comme le suggère Albert Mathiez⁷, cette modération tardive a sans doute partie liée avec la visite d'un envoyé de Barras, qui l'informe en juillet 1797 qu'est parvenue au Directoire une « pièce massue »⁸ attestant ses relations avec Condé.

A la faveur d'une avancée des troupes républicaines en Vénétie, Bonaparte venait en effet de s'emparer d'une longue « conversation »⁹, dans laquelle l'intrigant Montgaillard relate notamment au comte d'Antraigues la négociation secrète entamée dans l'été 1795 entre

⁵ Georges Caudrillier, *La Trahison de Pichegru...*, *op. cit.*, p. 24, 92-94, 121-124, 147-152, 159-161, 169-170, 206-210 et 379-381.

⁶ A la suite d'Alphonse Aulard, qui estime que « Cette partie du travail de M. Caudrillier [relative aux conséquences militaires des tractations avec Condé], qui n'est pas la moins intéressante, est aussi la plus contestable » (« Le doctorat de M. Caudrillier », *La Révolution française*, t. LIV, janvier-juin 1908, p. 488).

⁷ Albert Mathiez, *Le Directoire du 11 brumaire an IV au 18 fructidor an V*, Paris, Armand Colin, 1933, p. 322. Une telle explication est aussi avancée par Jacques Godechot (*La Contre-Révolution, doctrine et action, 1789-1804*, Paris, P.U.F., 1961, p. 313) et Denis Woronoff (*La République bourgeoise de Thermidor à Brumaire, 1794-1799*, Paris, Seuil, 1972, p. 74-75).

⁸ Pour reprendre l'expression employée par Albert Mathiez (*Le Directoire...*, *op. cit.*, p. 316 et 322). Jacques Godechot use de la dénomination voisine de « document massue contre Pichegru » (*Le Comte d'Antraigues, un espion dans l'Europe des émigrés*, Paris, Fayard, 1986, p. 154).

⁹ Le document en question porte le titre de « conversation avec Monsieur le Comte de Montgaillard, le 4 décembre 1796 ». L'« original » envoyé à Barras, ainsi qu'une copie, sont conservés aux Archives nationales (A.N.), sous la cote AF III 44, dossier 158, p. 49 et 50.

Condé et Pichegru. Cette pièce présente pour Bonaparte l'intérêt d'accabler son rival sous la lourde inculpation de trahison, mais aussi l'inconvénient de compromettre certains généraux républicains, à commencer par lui-même. Aussi, ce n'est qu'après avoir intimé à son captif d'Antraigues, pour prix de la liberté, l'ordre de réécrire la « conversation » en omettant les passages embarrassants, que Bonaparte fait part à Barras de son importante découverte. Un tel échange d'intérêts partagés ne rehausse pas, certes, la valeur juridique d'un document qui n'est après tout qu'un récit fait par un émigré à un autre émigré. Mais sa véritable force réside moins dans une possible mobilisation à des fins judiciaires que dans sa propension à émouvoir ses destinataires.

Les deux autres « preuves » de la trahison de Pichegru portées à la connaissance des autorités sous le Directoire se caractérisent également par leur vacuité juridique, que compensent largement leurs virtualités politiques. Ainsi, au lendemain du coup d'État de fructidor an V, Moreau, qui avait remplacé Pichegru au commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, informe opportunément les Directeurs de la saisie des papiers du général autrichien Klinglin, formés d'une abondante correspondance avec les agents payés par l'Autriche sur la rive gauche du Rhin¹⁰. Quelques mois plus tard, l'intrigant Montgaillard, désormais en disgrâce auprès des émigrés et des Anglais, adresse au Directoire un précis historique de la conspiration de Pichegru. L'acquiescement, prononcé en janvier 1800, de tous les prévenus de complicité avec Pichegru, prend acte de l'inconsistance juridique de ces deux ensembles documentaires. Mais entre-temps, à l'instar de la « conversation », ils ont pu servir de fondements à l'éviction de la sphère publique d'adversaires politiques.

*

La stigmatisation de la trahison de Pichegru dans le dessein de légitimer le coup d'État de l'an V forme assurément l'expression la plus notoire, pour les historiens comme pour les contemporains, de l'usage politique de ces « preuves » sous le Directoire. Formulée entre fructidor an V et floréal an VI par divers acteurs du champ politique soucieux de reconquérir les suffrages d'une opinion passablement hostile, la dénonciation du complot de Pichegru relève alors bien d'une instrumentalisation, en ce qu'elle obéit à « une logique de

¹⁰ Sur ce point, voir Jacques Godechot, « Moreau et les papiers de Klinglin », *Annales historiques de la Révolution française*, 1932, p. 309-324.

publicisation scandaleuse »¹¹ fondée sur la dilatation des appartenances : la *conspiration* ourdie sur le Rhin en 1795-1796 se métamorphose, sous la plume incisive des Directeurs et députés non « fructidorisés », des ministres, mais aussi des publicistes « républicains », en vaste *conjuración*, qui, par sa dimension mythologique, constitue « un poste privilégié d'observation des peurs, des appréhensions, et, au-delà, des sensibilités politiques et sociales »¹². Dans cette mobilisation « directoriale » des « preuves » du complot, se dégagent deux moments qui, privilégiant chacun une « bipolarité » différente du parcours de Pichegru, poursuivent deux objectifs distincts trouvant leur cohérence dans le discrédit jeté continuellement sur les opposants de droite et de gauche : du 17 au 19 fructidor an V, le dévoilement fracassant d'une conjuration royaliste combinant péril militaire et danger politique vise à désamorcer toutes velléités de résistance au coup d'État, tandis que six mois plus tard, à l'approche des élections de l'an VI, la propagande orchestrée contre le royalisme à « bonnet rouge », amalgamant menace contre-révolutionnaire et risque anarchiste, doit prévenir une poussée jacobine dans les urnes.

La justification du 18 Fructidor au moyen de la dénonciation du complot de Pichegru commence en fait dès la soirée du 17, quelques heures avant le coup de force de la nuit, par le placardage sur les murs de Paris d'une affiche intitulée *La grande conspiration du royaliste Pichegru*, qui résume la « conversation » de Montgaillard avec d'Antraigues. Le thème de la trahison de Pichegru nourrit ensuite deux proclamations du Directoire, l'une aux Français et l'autre aux Parisiens, rédigées pendant l'exécution des opérations militaires, puis plusieurs messages adressés par les Directeurs au Corps législatif épuré dans les journées des 18 et 19 fructidor, afin de presser l'adoption de mesures de salut public connues sous le nom de « loi du 19 fructidor ». Enfin, parmi les documents établissant l'acuité du péril royaliste qui accompagnent ces messages, figure la *Pièce trouvée à Venise dans le porte-feuille de d'Antraigues, et écrite entièrement de sa main*.

A un premier niveau de lecture, le message délivré dans ce corpus documentaire, encore amplifié par divers écrits de publicistes favorables au coup d'État, prend la forme d'une condamnation d'un conspirateur capable et coupable de toutes les perfidies. Il n'est pour s'en convaincre qu'à considérer isolément la stigmatisation de la trahison de Pichegru renfermée dans l'adresse des Directeurs aux Français du 18 fructidor :

¹¹ Frédéric Monier, « La part du secret. Un état des lieux », dans Frédéric Monier (dir.), *Complots et conspirations en France du XVIII^e au XX^e siècle*, Valenciennes, Presses Universitaires de Valenciennes, 2003, p. 13.

¹² *Ibid.*, p. 13.

« Tandis qu'on tramait à Paris la dissolution de la Convention nationale, et que des factieux cherchaient à s'emparer de l'autorité suprême ; au Rhin, *Pichegru* recevait les propositions de *Condé*, et y répondait par des plans d'invasion et de royalisme.

[...]

« Je ne ferai rien d'incomplet, disait *Pichegru* ; je ne veux pas être le troisième tome de *Lafayette* et de *Dumouriez* ». ... Il veut bien leur ressembler par la perfidie, mais il veut les surpasser par le succès et par le complet du crime.

[...]

Voilà donc le secret de cette faveur que le royalisme n'a cessé d'accorder depuis à *Pichegru* ; Voilà pourquoi, il a été élu, le premier, président du conseil des 500 après la rentrée du nouveau tiers, au premier prairial [...] »¹³.

Replacée dans son cadre d'énonciation, cette charge se trouve toutefois réinvestie d'une signification nouvelle, dans la mesure où les vicissitudes d'un général devenu député semblent fonctionner comme un « opérateur » de « montée en généralité »¹⁴, qui permet d'étendre les différents chefs d'accusation retenus contre *Pichegru* à l'ensemble des partisans de la cause monarchique. Ainsi, pour en saisir toute la portée sémantique, la longue diatribe contre *Pichegru* qui vient d'être évoquée doit être rapprochée de ce court extrait situé plus bas dans la proclamation :

« Des élus de Blankenbourg [ville allemande où séjourne alors le futur Louis XVIII], usurpant le nom d'élus du peuple, des émigrés, des chefs de chouans, des chefs de conspiration, des hommes enfin qui ont constamment trahi leur devoir dans les fonctions les plus éminentes, ne vous enlèveront point le fruit de vos travaux ».

Toutes ces expressions, utilisées à l'encontre de *tous* les députés royalistes ou supposés tels, sonnent comme autant d'attributs du « crime » imputé à *Pichegru* dans l'anathème prononcé plus haut. L'amalgame des dimensions militaire et politique de la stratégie contre-révolutionnaire, que paraît légitimer une lecture téléologique de l'élection de *Pichegru* au Conseil des Cinq-Cents, permet ainsi de frapper l'imaginaire collectif, en dessinant les contours inquiétants d'une vaste conjuration royaliste dont les quartiers s'étendent jusque dans l'enceinte législative.

Après quelques mois d'éclipse, le thème de la conspiration de *Pichegru* reparaît dans la propagande gouvernementale dans les semaines qui précèdent les élections du printemps 1798. Il s'appuie désormais principalement sur les papiers de *Klinglin*, publiés partiellement à cette époque, et s'insère dans un discours syncrétique tendant à fondre les périls « contre-

¹³ A.N., AF III 463, pl. 2803, p. 161 (manuscrit), et AF III 463, pl. 2803, p. 162, et pl. 2809, p. 403-404 (exemplaires imprimés). Les passages relatifs au complot de *Pichegru*, partiellement cités ici, occupent approximativement un sixième de cette proclamation du Directoire, ce qui donne la mesure de l'importance du thème dans la rhétorique justificative du 18 Fructidor contemporaine du coup d'État.

¹⁴ Pour reprendre la notion conceptualisée par Luc Boltanski et Laurent Thévenot, dans *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

révolutionnaire » et « anarchiste » dans le mythe du royalisme à « bonnet rouge », en vue d'endiguer les progrès électoraux de l'opposition de gauche. Dans son *Rapport... sur la conjuration du 18 fructidor an 5* diffusé à la veille des élections de l'an VI, par exemple, le député Bailleul entame le récit de la trahison de Pichegru en l'assortissant de la remarque suivante :

« Il n'est pas indifférent de savoir que Pichegru, lors de la levée des bataillons, étoit un enragé patriote portant bonnet rouge »¹⁵.

Le rappel du passé jacobin du complot royaliste Pichegru, quoique entrant dans une proportion modeste dans la rhétorique justificative du 18 Fructidor déployée alors, contribue ainsi à donner corps au spectre d'une vaste conjuration réunissant l'ensemble des opposants au Directoire, et non plus les seuls défenseurs de la monarchie. La condamnation du forfait de Pichegru semble ensuite quitter la sphère publique au lendemain du « coup d'État du 22 floréal » (11 mai 1798). Mais la répression judiciaire du complot machiné sur le Rhin en 1795-1796, entreprise dès fructidor an V, se poursuit, des années durant, dans l'espace du secret, ouvrant la voie à une autre forme de marginalisation d'adversaires politiques.

*

Les pièces relatives aux poursuites engagées contre les anciens acolytes de Pichegru, rassemblées pour l'essentiel dans deux cartons du fonds de la Police générale aux Archives nationales¹⁶, ont été délaissées par les historiens soucieux de reconstituer la trame de la conspiration militaire¹⁷. Il est vrai qu'elles n'apportent sur le sujet que de bien faibles lueurs, mais elles laissent transparaître les préoccupations ancrées dans l'actualité des luttes politiques qui animent aussi bien les gouvernants que les autorités locales alsaciennes.

Le nombre de personnes arrêtées comme prévenues de complicité dans la conspiration de Pichegru est certes réduit : « seuls » 22 comploteurs présumés sont arrêtés sous le Directoire, principalement au terme de deux vagues d'arrestations survenues en septembre 1797 et février 1798, sur la base des papiers de Klinglin et des révélations de Montgaillard.

¹⁵ *Rapport fait par J. Ch. Bailleul, sur la conjuration du 18 fructidor an 5, au nom d'une commission spéciale... Séance du 26 ventôse an VI* [du Conseil des Cinq-Cents], Paris, Imprimerie nationale, germinal an VI, p. 49, n. A (complétant la page 6) [imprimé reproduit sur microfiche (7/719) dans la collection « Les Archives de la Révolution française »].

¹⁶ A.N., F⁷ 6144 et 6145.

¹⁷ Outre la thèse déjà citée de Georges Caudrillier, peuvent être mentionnées les études d'Ernest Daudet (*La Conjuración de Pichegru et les complots royalistes du midi et de l'est (1795-1797), d'après des documents inédits*, Paris, Plon, 1901) et de John R. Hall (*General Pichegru's Treason*, Londres, Smith, Elder & Co, 1915).

Même en leur adjoignant les individus recherchés sans succès, on parvient à un total sans commune mesure avec le nombre incalculable de conjurés mis en cause dans le discours de légitimation du 18 Fructidor. Mais il n'en demeure pas moins que la répression judiciaire du complot de Pichegru n'obéit qu'en partie à une logique punitive fondée sur le châtement de conspirateurs avérés.

Il ressort en effet de certaines pièces que l'inculpation de complicité avec Pichegru en 1795-1796 recouvre d'autres enjeux éminemment politiques, indépendamment de la participation effective du prévenu à l'intrigue nouée sur le Rhin. La « série des questions » posées à Commart, par ailleurs gravement compromis par la correspondance de Klinglin, lors de son interrogatoire en février 1799, est particulièrement éloquente à cet égard :

« 5. A quel dessein teniez-vous des comités particuliers chez vous avant les assemblées primaires de l'an 5.

6. N'avez-vous pas cabalé pour faire nommer Pichegru électeur.

7. N'avez-vous pas sollicité les électeurs de porter à la législature le général Pichegru.

8. N'avez-vous pas tenu des assemblées secrètes avec les royalistes et autres ennemis du gouvernement pour parvenir à composer le corps électoral d'individus ennemis du gouvernement.

[...]

45. N'avez-vous pas répandu des écrits tendant à échauffer le parti royaliste et disposer les élections en leur faveur en l'an 5 »¹⁸.

Ce questionnaire témoigne ainsi de l'importance accordée par les pouvoirs publics à l'implication de Commart dans la campagne électorale de l'an V et aux relations de celui-ci avec les royalistes qui en sont sortis victorieux.

La quête de stabilité politique constitue même le motif unique des poursuites menées, à la veille des élections de l'an VI, contre Monnin, Cécile Frick et Kugler. A la différence de Commart, ces trois prévenus ne sont nullement cités dans les « preuves » du complot parvenues aux autorités, et les historiens de la conspiration militaire n'en font pas mention. Leur arrestation trouve son origine dans une lettre adressée au Directoire en février 1798 par l'administration départementale du Haut-Rhin. On y apprend que :

« Chambé et Monin sont [...] continuellement en course et ont des conciliabules secrets sur tous les points du département. Nous avons même découvert que la maison du nommé Frick, teinturier, à Rouffac, Dép^l du Haut-Rhin, est un de leurs principaux foyers de cette conspiration contre les patriotes, où leurs adhérents, depuis les bords du Rhin jusque sur ceux des Vosges viennent comploter sous la présidence de la célèbre sœur Cécile, ex religieuse, fille dudit Frick, qui dirige tout de concert avec Monin. La chose est tellement notoire et nos patriotes en sont tellement scandalisés, que l'administration municipale de Rouffac, est très disposée à arrêter le progrès de cette conjuration, et de faire gober Monin ou Chambé, la première fois qu'on pourra arrêter l'un ou l'autre dans le cabinet secret de cette trop fameuse religieuse ; si elle a lieu, l'on provoquera des mesures contre cette

¹⁸ A.N., F⁷ 6144, pl. 2, p. 109.

indomptable et opiniâtre religieuse, de même que contre le fameux Kugler, son beau-frère »¹⁹.

Aux yeux des administrateurs départementaux, Monnin, Frick et Kugler se rendent donc coupables d'une véritable « conspiration contre les patriotes » par leur prosélytisme royaliste en liaison avec Chambé, compromis par les papiers de Klinglin, et surtout élu par le Haut-Rhin au Conseil des Cinq-Cents en l'an V avant d'être destitué par la « loi du 19 fructidor ». Les antagonismes politiques locaux ainsi révélés, dans lesquels il s'avère malaisé de faire la part des rancoeurs personnelles, sont certainement aiguisés par l'approche d'élections appelées à renouveler le Corps législatif, mais aussi les différentes administrations du département.

Si le jeu des rivalités politiques locales, comme les préoccupations électoralistes des gouvernants, interfèrent manifestement avec les poursuites judiciaires engagées contre les complices supposés de Pichegru, il faut cependant bannir les images d'une répression massive et désordonnée véhiculées par la légende noire de la « Terreur directoriale ». Le pouvoir central exerce un contrôle étroit sur le conseil de guerre chargé de statuer sur le sort des prévenus, et ne ratifie pas aveuglément les listes de suspects que lui transmettent les autorités locales. Les poursuites entreprises se concentrent en fait sur les éléments perturbateurs les plus en vue. Ainsi, les fonctions occupées sous la Révolution par Monnin, ancien président du département et député du Haut-Rhin au Conseil des Anciens avant le 18 Fructidor, par l'influence ou l'ambition qu'elles ont pu faire naître, ne sont sans doute pas étrangères à son arrestation. La précision de la mécanique répressive supervisée par les gouvernants semble aussi présenter une dimension temporelle. Monnin, Frick et Kugler sont en effet arrêtés à la veille des élections de l'an VI, puis remis en liberté dans les mois suivants, comme si la durée de leur éviction de la sphère publique était dosée en fonction du calendrier électoral. Constaté le « raffinement » de la répression de la conspiration de Pichegru, à l'encontre des mythes sur les massacres judiciaires commis après Fructidor, n'empêche ainsi aucunement d'en saisir le caractère instrumental.

*

*

*

¹⁹ A.N., F⁷ 6145, pl. 1, dossier 2, p. 2, et pl. 3, dossier 10, p. 12.

Entre 1795 et 1800, la trahison de Pichegru revêt donc successivement les traits contrastés de la conspiration, de la conjuration et du complot. Une telle distinction terminologique ne fait qu'exprimer les formidables ressources politiques offertes par « l'objet conspiratoire » à qui dispose du pouvoir d'édicter les appartenances. Bonaparte ne devait d'ailleurs pas tarder à en administrer une nouvelle preuve. Après la découverte en février 1804 du complot anglo-royaliste ourdi autour de Cadoudal et de Pichegru, le Premier consul, par simple prévention, fait arrêter, puis assujettir à une stricte surveillance, nombre de personnes déjà poursuivies après le 18 Fructidor pour leur implication présumée dans ce que les sources nomment désormais la « première conspiration de Pichegru ».

Sébastien Pivoteau